

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 06/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BBCI

14 rue de l'Industrie
BP 28
25660 Saône

Références : UID257090/SPR/AB/SB 2024 - 0206D
Code AIOT : 0005902527

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement BBCI implanté Chemin de Naglan 25620 VILLERS SOUS MONTROND. L'inspection a été annoncée le 07/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle. Les référentiels utilisés sont :

- l'arrêté Ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.
- l'arrêté Ministériel du 31/05/21 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments (applicable depuis le 1er janvier 2022)
- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/07/2018.

Le rapport de réexamen IED transmis le 17/05/2022 n'ayant pas été instruit, la conformité du site aux MTD a fait l'objet d'une vérification au cours de cette inspection de manière à pouvoir conclure la procédure de réexamen. En ce qui concerne les MTD qui n'ont pas été contrôlées sur site, les réponses apportées par l'exploitant dans le rapport de réexamen permettent de conclure à leur respect.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BBCI
- Chemin de Naglan 25620 VILLERS SOUS MONTROND
- Code AIOT : 0005902527
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BBCI exploite à Villers-Sous-Montrond une installation de traitement biologique des terres polluées par des composés organiques. L'exutoire prévu des terres traitées est principalement la carrière BBCI voisine pour sa remise en état (déchets inertes). Depuis sa mise en service, BBCI Terres polluées a réceptionné 3 chantiers pour un total de 630 tonnes. La dernière admission de déchets a été faite le 16 décembre 2021. Le site est exploité très en deçà de ses capacités. L'exploitant explique cette situation par des seuils d'acceptation bas en ce qui concerne la concentration en métaux lourds, ce qui le contraint à refuser les terres polluées qui lui sont proposées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des déchets
- prévention de la pollution de l'eau
- prévention de la pollution de l'air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------|---|--|-----------------------|
| 2 | Flux de déchets | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2II b | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |
| 4 | Registre déchets | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |
| 8 | Gestion des flux de déchets | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.II f | Lettre de suite préfectorale | |
| 9 | Effluents gazeux | Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.3.2.2. | Lettre de suite préfectorale | 6 mois |
| 10 | Effluents gazeux | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3V | Lettre de suite préfectorale | 6 mois |
| 13 | Emissions aqueuses | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1X | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |
| 14 | Emissions aqueuses | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3V | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |
| 15 | Effluents aqueux | Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.10.2.1.2. | Lettre de suite préfectorale | 6 mois |
| 16 | Rétention et confinement | Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.8.4.1 | Lettre de suite préfectorale | 2 mois |
| 17 | Aménagement du site | Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.9.2.1. | Lettre de suite préfectorale | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------|--|-------------------|
| 1 | Flux de déchets | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2II a | Sans objet |
| | | | |
| 3 | Flux de déchets | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2II c | Sans objet |
| 5 | Flux de déchets | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2II d | Sans objet |
| 6 | Gestion des flux de déchets | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.II a | Sans objet |
| 7 | Gestion des flux de déchets | Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.II e | Sans objet |
| 11 | Rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.3.2.2. | Sans objet |
| 12 | Rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.10.2.1.2. | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rapports de mesure des rejets atmosphériques montrent que la vitesse minimum d'éjection de 5 m/s fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/07/2018 n'est pas atteinte. En outre, le paramètre NH3 n'est pas contrôlé.

La fréquence de surveillance des rejets aqueux n'est pas conforme à l'arrêté Ministériel du 17/12/2019 qui prévoit un contrôle mensuel des paramètres MES, DCO, Azote total et Phosphore total. Les composés organiques halogénés ne sont pas mesurés.

L'exploitant doit mettre en place une vérification annuelle de l'imperméabilité de l'ensemble des revêtements de ses installations afin de se conformer aux prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation.

Le registre des déchets doit être revu selon les prescriptions de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.

Les bâches qui recouvriront les prochains tertres devront être adaptées au procédé de ventilation utilisé pendant la phase de traitement des terres polluées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Flux de déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2II a |
| Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation et acceptation préalable des déchets |
| Prescription contrôlée : Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets. |
| Constats : Le contrôle a porté sur les déchets admis post inspection SPR du 6 décembre 2021. Les seuls déchets admis depuis cette date proviennent du chantier « Aérodrome de La Veze » pour une quantité réceptionnée de 38,42 T les 16 et 17 décembre 2021. L'arrêté préfectoral de l'installation prévoit une caractérisation de base au moyen d'une fiche d'identification des déchets (FID) renseignée par le détenteur du déchet et regroupant notamment les informations suivantes : provenance et identité du détenteur des déchets, quantité estimée du lot de terres à traiter, caractéristiques physiques des déchets ainsi que leur apparence (odeur, couleur, apparence physique), modalités de la collecte et de la livraison, le code du déchet. Hormis cette dernière information, la FID relative au chantier « Aérodrome de la Veze » présentée par l'exploitant est conforme. Cette carence avait été relevée lors de la visite d'inspection de décembre 2021 et a été prise en compte par l'exploitant pour les futures admissions de déchets. L'analyse des échantillons réalisées en juin 2021 par AGROLAB, a permis de confirmer l'acceptabilité vis à vis des seuils fixés à l'article 2.9.6.2. de l'AP d'autorisation de l'exploitant. Un certificat d'acceptation préalable (CAP) consignant les informations contenues dans l'information préalable a été transmis le 30 juin 2021 au détenteur. Le CAP ne contient pas le numéro d'identification du déchet. Cette non conformité relevée lors de la visite d'inspection de décembre 2021 a été prise en compte par l'exploitant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Flux de déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2II b |
| Thème(s) : Risques chroniques, Procédures d'acceptation des déchets |
| Prescription contrôlée : Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation. |

Constats :

Les contrôles d'admission prévus à l'article 2.9.1.6. (vérification de l'existence d'un CAP, de la présence d'un bordereau de suivi, pesé du chargement, contrôle visuel et organoleptique, ...) sont réalisés par l'exploitant. Ils ne sont pas tracés. C'est une non conformité.

A l'arrivée sur site, un échantillon représentatif du lot de terre est prélevé. L'inspection a constaté la conservation au frais dans un réfrigérateur des échantillons étiquetés avec l'identification des déchets et la date du prélèvement.

A l'issue du prétraitement consistant en une opération de criblage et de malaxage avec du structurant (compost) et éventuellement des nutriments, une analyse sur les paramètres définis à l'article 2.9.6.2. doit être réalisée. Les terres criblées sont immédiatement mises en terre et le processus de traitement peut démarrer.

En ce qui concerne les déchets du chantier « Aérodrome de La Veze », cette analyse post-prétraitement a été effectuée au mois d'avril (un échantillon de prélèvement daté du 31 mars 2022 est conservé dans le réfrigérateur). L'exploitant a justifié ce délai de presque 4 mois avant le démarrage du traitement (pour rappel les déchets ont été réceptionnés le 16 et 17 décembre) par une panne du crible. Durant cette période les déchets ont été stockés dans le hangar prévu à cet effet.

Il est demandé à l'exploitant de produire une procédure pour le contrôle et l'accueil des terres arrivant sur le site. Ce document attestant de la réalisation des contrôles devra être joint au dossier déchet.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Flux de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2II c

Thème(s) : Risques chroniques, Système de suivi et d'inventaire des déchets

Prescription contrôlée :

Le système de suivi contient toutes les informations collectées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire : la date d'arrivée des déchets, le numéro unique d'identification s'il existe, l'identité du producteur de déchet et leur origine, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent, le mode de traitement prévu, le code correspondant de la nomenclature, la localisation des déchets sur le site, et la quantité de déchets détenue sur site.

Constats :

L'exploitant tient un registre d'admission et de refus. Conformément à l'article 2.9.1.7. de l'AP d'autorisation, il comporte les informations suivantes : la date et l'heure de la réception ; les coordonnées du détenteur ; la nature des déchets déclarée par le producteur suivie du numéro de la nomenclature des déchets ; la quantité reçue en tonnes ; le numéro d'immatriculation du véhicule ; les coordonnées du transporteur ; la référence du lot ainsi que l'identification de la zone de traitement du lot dans les installations ; le numéro d'identification du déchet. L'élaboration de ce dernier a été revu en prenant en compte les constats émis au cours de la visite d'inspection du 6 décembre 2021.

Le dossier déchet correspondant au chantier « Aérodrome de la Veze » et prévu à l'article 2.9.3.2.

| |
|--|
| de l'AP a été transmis post inspection. |
| Observations : La réglementation a évolué, le registre ne répond pas aux exigences de traçabilité définies par l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Voir point suivant |
| Type de suites proposées : Sans suites |

N° 4 : Registre déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets |
| <p>Prescription contrôlée : Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>L'arrêté ministériel du 31/05/21 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement est applicable depuis le 1er janvier 2022.</p> <p>Le registre doit notamment comporter le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets dans le cas de déchets dangereux, le numéro SIRET du producteur et du transporteur, le code de traitement, ... ainsi que les éléments figurant à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 dans le cas des terres excavées.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre conforme aux contenu exigé par l'arrêté ministériel du 31/05/2021.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 5 : Flux de déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2II d |
| Thème(s) : Risques chroniques, Système de gestion de la qualité des flux sortants |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce système contient des dispositions permettant d'assurer un traitement des déchets conforme au cahier des charges de l'installation. Dans le cas de produits normés, le système assure le respect des normes EN ou NF pertinentes. Ce système contient également des dispositions afin de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>A l'issue du traitement, l'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit des exutoires en fonction du niveau de pollution résiduelle défini selon un seuil « A » au chapitre 2.9.6 de l'AP .</p> <p>≤ au seuil A :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installation de stockage autorisée de déchets inertes selon les conditions seuil A d'admission en vigueur - retour sur le site d'origine du producteur des déchets - utilisation en tant que matériaux inertes pour des travaux d'aménagements, de remblai, de réhabilitation, à condition que la réglementation nationale l'autorise explicitement et que le plan départemental de prévention et de gestion des déchets s'y réfère <p>> au seuil A : centre de traitement autorisé.</p> <p>Une procédure de sortie est prévue dans l'AP. Elle comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prise d'échantillons représentatifs qui seront analysés au regard de tous les paramètres visés à l'article 2.9.6.1. - Les terres traitées sont évacuées sous un délai d'un an - Un des échantillons est conservé au moins 2 ans à la disposition de l'inspection des installations classées, dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates. - Pour chaque lot de terres évacué, l'exploitant doit disposer d'un plan de situation permettant la localisation précise de leur destination - attestation de conformité aux dispositions de l'article 9.4.1 et du chapitre 2.9.6 du présent arrêté - Les certificats sont numérotés, leurs copies sont rassemblées chronologiquement dans un classeur tenu à jour <p>A ce jour, aucun lot de terre traité n'a été évacué. Le respect des procédures de sortie et du choix de l'exutoire adapté ne peuvent donc être vérifiés. Depuis le début de l'exploitation de cette</p> |

| |
|---|
| <p>installation en 2020, seuls 3 lots de terres ont été admis sur site. Les 2 premiers sont en cours de traitement et le dernier (chantier « Aérodrome de la Veze ») est prêt à être évacué du fait de son faible niveau de pollution initial et du fait de l'atteinte d'un niveau de pollution inférieur au seuil A. Pour des raisons logistiques (faible tonnage à évacuer), l'exploitant prévoit une évacuation à l'issue du traitement du lot « Morteau 2020 ». L'exploitant devra veiller à respecter le délai maximal d'évacuation de 1 an pour les terres traitées, soit avril 2024 au plus tard pour le lot « Aérodrome de la Veze » dont l'analyse réalisée en avril 2023 acte la fin de traitement.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Gestion des flux de déchets

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.II a</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.</p> |
| <p>Constats : Les terres sont gérées par lots constitués de déchets de même provenance. Au cours de la visite d'inspection, il a été constaté que les lots sont bien séparés, il n'y a pas de mélange. Un plan du site localise les lots sur les différentes allées. Les allées sont matérialisées par des lignes au sol et des panneaux identifient chaque lot (Allée2 tertre A 2020-07-morteau-1-spm 21/25/26). Les allées 3 à 10 sont vides, les allées 1 et 2 sont occupées partiellement (environ 10 % de la surface) par 3 tertres correspondant aux 3 chantiers admis sur le site depuis le début de son exploitation en 2020.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Gestion des flux de déchets

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.II e</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : - la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ; - la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ; - le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.</p> |
| <p>Constats : La quantité maximale de déchets présents sur le site est définie dans l'AP : 1 000 tonnes en phase de prétraitement et 20 400 tonnes en phase de traitement. Le jour de la visite, pas de terre en phase de prétraitement et environ 630T en phase de traitement, très loin des capacités d'accueil de l'installation. L'exploitant se base sur le registre d'admission pour gérer la quantité de terres stockées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Gestion des flux de déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.II f |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déroulement du stockage en toute sécurité |
| Prescription contrôlée : Comprend notamment les techniques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les équipements servant au chargement, au déchargement et au stockage des déchets sont clairement décrits et marqués ;- les déchets que l'on sait sensibles à la chaleur, à la lumière, à l'air, à l'eau, etc. sont protégés contre de telles conditions ambiantes ;- les conteneurs et fûts sont adaptés à l'usage prévu et stockés de manière sûre. |
| Constats : <p>Les terres criblées (hors période de pluie pour éviter le ruissellement sur les terres polluées mais aussi pour des raisons pratiques : opération de criblage malaisée avec des terres mouillées) et mélangées au compost sont immédiatement mises en tertre et le traitement démarre. Les aires de stockage sont imperméabilisées. Les tertres sont disposés sur des bâches imperméables et sont également recouverts par des bâches de protection de type agricole.</p> <p>L'air est aspiré à la base du tertre, ce procédé permet une circulation verticale de l'air à travers la terre en cours de traitement. Pour faciliter la circulation de l'air à travers le tertre, l'exploitant a dû pratiquer des petits trous dans la bâche de protection en partie haute. L'exploitant reconnaît que les bâches utilisées ne sont pas adaptées en raison de leur épaisseur importante qui induit des problèmes d'aspiration. D'après lui, ce procédé ne crée pas de lixiviation.</p> <p>Pour rappel, l'arrêté préfectoral prescrit dans l'article 2.9.3.3. : "Les terres sont protégées en permanence par des bâches imperméables, y compris les lots mis en tertre et en attente du démarrage de leur traitement effectif (lots en attente de réception des résultats confirmant leur acceptabilité, cf. article 2.9.1.6) ainsi que les éventuels lots identifiés comme non conformes avant leur élimination en filière externe."</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de prévoir des bâches imperméables mieux adaptées pour les prochains lots.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

N° 9 : Effluents gazeux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.3.2.2. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejets |
| Prescription contrôlée : <p>Les effluents atmosphériques susceptibles d'être émis par les terres polluées lors du traitement, sont collectés par le réseau d'aspiration d'air placé au cœur de chaque tertre. L'air aspiré est filtré par bio-filtre puis par un filtre à charbon actif, adaptés à la nature des polluants en présence.</p> <p>Le dispositif de traitement est dimensionné en fonction de la composition chimique des terres polluées à traiter et de la taille des tertres reliées à ce module. Les données concernant le dimensionnement du dispositif de filtration des effluents gazeux sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |

| N° de conduit | Installation raccordée | Débit nominal en Nm³/h | Vitesse minimale d'éjection en m/s |
|---------------|---|------------------------|------------------------------------|
| 1 | « aspiration tertres » (sortie biofiltre et charbons actifs) | 1000 | 5 |

Hauteur minimale des conduits d'évacuation : 10 m

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Constats :

La vitesse d'éjection permet de surélever le panache émis par la cheminée. L'exploitant justifie la situation par le régime de fonctionnement peu élevé de la turbine en raison de la faible quantité de terre à traiter. Par ailleurs, les vitesses d'éjection mesurées en septembre et en octobre, tout en étant inférieures à 5 m/s, varient significativement : 3,7 m/s en septembre et 1,6 m/s en octobre.

Il est demandé à l'exploitant d'analyser la situation et de faire des propositions (mise en place de convergents, ...) pour respecter la vitesse minimale d'éjection dans un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3V

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limite d'émission

Prescription contrôlée :

Paramètre NH₃, Valeur limite 20 mg/Nm³, fréquence de surveillance semestrielle

Constats :

Le paramètre NH₃ n'est pas surveillé. Il est demandé à l'exploitant de l'intégrer dès la prochaine campagne de mesure semestrielle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.3.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et

de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

| Conduit n° 1 | Concentrations instantanées en mg/Nm ³ | Flux limite en kg/an |
|-------------------------------|---|----------------------|
| COV totaux excepté le Méthane | 110 | / |
| Benzène | 2 | 3,4 |
| H ₂ S | 5 | / |
| Poussières | 40 | / |

La périodicité des contrôles que devra respecter l'exploitant est indiquée à l'article 2.10.2.1.

Constats :

L'exploitant a présenté les derniers rapports de mesure réalisés par l'Apave les 3 octobre et 7 septembre 2023. Les rejets atmosphériques respectent les valeurs limites en concentration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.10.2.1.2.

Thème(s) : Risques chroniques, fréquence de surveillance

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants : rejet n° 1.

| Paramètre | Fréquence |
|------------------|--------------|
| Débit | Mensuelle |
| COV Totaux | Mensuelle |
| Benzène | Semestrielle |
| H ₂ S | Semestrielle |
| Poussières | Semestrielle |

Constats :

La fréquence de surveillance est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Émissions aqueuses

| | | |
|--|----------------------|----------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1X | | |
| Thème(s) : Risques chroniques, VLE et surveillance toutes installations de traitement | | |
| Prescription contrôlée : Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes : | | |
| Paramètre | Valeur limite | Fréquence de surveillance |
| Matières en suspension (MES) | 60 mg/L | mensuelle |
| Demande chimique en oxygène (DCO) | 180 mg/L | mensuelle |

| |
|--|
| Constats : L'exploitant a transmis les rapports d'analyses par QUALIO relatif aux prélèvements effectués les 19/05/2022 et 01/06/2023. Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission. La fréquence de surveillance mensuelle n'est pas respectée. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place cette surveillance à partir de février 2024. Les valeurs limites de l'AP plus contraignantes seront conservées : MES 35 mg/l ; DCO 125 mg/l. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 14 : Émissions aqueuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3V

Thème(s) : Risques chroniques, VLE et surveillance installations de traitement biologique

Prescription contrôlée :

| Paramètre | Valeur limite | Fréquence de surveillance |
|---------------------------|---------------|---------------------------|
| Azote total (N total) | 25 mg/L | mensuelle |
| Phosphore total (P total) | 2 mg/L | mensuelle |

Constats :

Les rapports d'analyses réalisés par QUALIO en 2022 et 2023 présentent des résultats conformes aux valeurs limites d'émission.

La fréquence de surveillance mensuelle n'est pas respectée. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place cette surveillance à partir de février 2024. Les valeurs limites de l'AM plus contraignantes seront à prendre en compte : Azote total, 25 mg/L ; Phosphore total, 2 mg/L

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Effluents aqueux**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.10.2.1.2.**Thème(s) :** Risques chroniques, valeurs limites d'émission**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter pour les eaux pluviales en sortie du bassin de collecte n°1, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

| Paramètres | Concentrations maximales (mg/l) |
|-----------------------------|---------------------------------|
| MES | 35 |
| DCO | 125 |
| DBO ₅ | 30 |
| Azote global (exprimé en N) | 30 |
| Phosphore total | 4 |
| Phénols | 0,3 |
| Métaux totaux | 15 |
| Fluors et composés (en F) | 15 |

| Paramètres | Concentrations maximales (mg/l) |
|--|---------------------------------|
| CN libre | 0,1 |
| Hydrocarbures totaux | 5 |
| Composés organiques halogénés (en AOX) | 1 |
| pH | Compris entre 5,5 et 8,5 |
| Température | < 30°C |

Nota : les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports d'analyse annuelle pour 2022 et 2023 réalisés par Qualio les 19/05/2022 et 01/06/2023.

Les concentrations maximales sont respectées. Le paramètre « Composés organiques halogénés (en AOX) » visant à détecter la présence de composés contenant du chlore, du brome et de l'iode, n'a pas été analysé. Le paramètre Fluor n'apparaît pas dans le rapport de 2023.

Il est demandé à l'exploitant de veiller à intégrer ces 2 paramètres pour la prochaine mesure annuelle des rejets aqueux.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale**Proposition de délais :** 6 mois

N° 16 : Rétention et confinement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.8.4.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, dispositif d'isolement |
| Prescription contrôlée : V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. |
| Constats : Le trop plein du bassin n°1 est évacué vers un puits d'infiltration au milieu naturel. La visite d'inspection réalisée le 6 décembre 2021 avait permis de constater l'absence de dispositif d'isolement. L'exploitant a mis en place une vanne de sectionnement en 2022. Cette vanne est accessible par un regard et une « manivelle » est présente au niveau du bassin. D'après l'exploitant, une organisation a été mise en place pour contrôler régulièrement son fonctionnement. Le contrôle périodique des rejets atmosphériques nécessite la mise en place par l'exploitant d'une nacelle pour accéder au point de prélèvement au niveau de la cheminée. L'opérateur qui installe la nacelle, est chargé de vérifier le bon fonctionnement de la vanne lorsqu'il quitte le site à pied. Cette opération n'est pas tracée dans un registre. Il est demandé à l'exploitant d'intégrer la procédure de vérification de la vanne dans les consignes d'exploitation/surveillance de l'établissement, et de tracer cette opération dans un registre ou dans un document. |
| Type de suites proposées : Avec suite |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 17 : Aménagement du site

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.9.2.1. |
| Thème(s) : Risques accidentels, imperméabilité |
| Prescription contrôlée : Les voies de circulation, les aires de stationnement, de traitement et de stockage des terres sont imperméables. Des vérifications de la qualité requise de cet ensemble sont effectuées annuellement par un organisme tiers indépendant et font l'objet d'attestations de conformité, tout défaut devant être corrigé immédiatement. L'exploitant devra garder la traçabilité de ce contrôle pendant 5 ans. [...] |
| Constats : L'exploitant ne procède pas à la vérification annuelle de l'imperméabilité par un organisme indépendant. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place cette vérification et de transmettre à l'inspection |

| |
|---|
| une attestation de conformité par un organisme indépendant dans un délai de 6 mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 6 mois |